

Climat : le rapport du Giec est « un terrible avertissement sur les conséquences de l'inaction »

PAR MICKAËL CORREIA
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 28 FÉVRIER 2022



Vue aérienne des ruines habituellement submergées de l'ancien village d'Aceredo (Espagne), apparaissant depuis le réservoir de la centrale hydroélectrique de Lindoso, 15 février 2022. © Photo Carmelo Alen / AFP

Malgré les efforts déployés pour réduire ses impacts, les dérèglements climatiques entraînent déjà des dommages considérables, voire irréversibles pour la nature comme pour les sociétés humaines. Les personnes les plus pauvres sont les plus durement touchées, ont alerté les scientifiques dans un nouveau volet du sixième rapport du Giec, publié lundi.

En août dernier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) publiait le **premier volet** de son sixième rapport d'évaluation – son dernier rapport était paru en **2013-2014**.

Cette partie était consacrée aux sciences physiques du climat avec un constat sans appel : les événements météorologiques extrêmes ne feront que s'amplifier, si rien n'est fait. Les expert-es de l'ONU ont alors **souligné** qu'il était « *sans équivoque* » que les activités humaines ont réchauffé l'atmosphère, les terres et les océans depuis le début de la révolution industrielle.

Ce lundi 28 février, le Giec a **dévoilé** le deuxième volet de ses travaux, consacré aux impacts des dérèglements du climat sur l'ensemble du vivant et à l'adaptation à la crise climatique.

Dans cette étude, 34000 publications référencées par 270 scientifiques d'une soixantaine de pays démontrent que le changement climatique induit par les activités humaines provoque des perturbations

dangereuses dans l'ensemble des écosystèmes sur Terre et affecte actuellement la vie de milliards d'individus.



Vue aérienne des ruines habituellement submergées de l'ancien village d'Aceredo (Espagne), apparaissant depuis le réservoir de la centrale hydroélectrique de Lindoso. © Photo Carmelo Alen / AFP

« *Ce rapport est un terrible avertissement contre les conséquences de l'inaction, a déclaré Hoesung Lee, le président du Giec. Il montre que le changement climatique constitue une menace grave et croissante pour notre bien-être et pour la santé de la planète. Les mesures que nous prenons aujourd'hui détermineront la manière dont les populations s'adapteront et dont la nature réagira à l'augmentation des risques liés au climat.* »

Des impacts de plus en plus délétères

Alors que les émissions de gaz à effet de serre sont déjà responsables d'un réchauffement d'environ 1,1 °C, un dépassement, même temporaire, d'une température de +1,5°C entraînera des conséquences graves supplémentaires, voire irréversibles pour les sociétés humaines comme pour l'environnement, prévient le Giec.

Pour exemple, l'élévation du niveau de la mer a déjà submergé huit îles du Pacifique occidental et deux autres sont sur le point de disparaître, entraînant une vague de migration vers les pays voisins. Malgré cela, aucun accord international n'existe encore sur la manière de protéger les personnes déplacées en raison du chaos climatique.

Les phénomènes météorologiques extrêmes exposent des millions d'individus à une insécurité alimentaire et hydrique aiguë, notamment en Afrique, en Asie ainsi qu'en Amérique du Sud. Si les 2°C de réchauffement sont atteints, 800 millions à 3 milliards de personnes devraient connaître une pénurie chronique d'eau en raison de sécheresses accrues.

Le Giec explique par ailleurs qu'en Afrique, continent dont la population est la plus jeune du monde – 40% de la population a moins de 15 ans –, une élévation des températures de 2°C augmentera le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance sévère d'environ 1,4 million d'ici à 2050.

De même, l'augmentation actuelle des vagues de chaleur et des inondations dépasse les seuils de tolérance des non-humains, entraînant une mortalité massive de plantes et d'animaux. Un million d'espèces animales et végétales sont désormais menacées d'extinction. Un petit rongeur australien, *Melomys rubicola*, est considéré depuis 2019 comme le premier mammifère à avoir disparu en conséquence directe du changement climatique.

« Pour éviter des pertes croissantes en vies humaines, en biodiversité et en infrastructures, il est nécessaire de prendre des mesures ambitieuses et accélérées pour s'adapter au changement climatique, tout en réduisant rapidement et profondément les émissions de gaz à effet de serre », alerte dans sa publication le Giec, insistant sur le fait que « les demi-mesures ne sont plus une option ».

Interdépendances entre climat, nature et société

Les travaux des chercheurs montrent également que le changement climatique s'accélère en interagissant avec les dynamiques mondiales en cours comme l'exploitation des ressources naturelles, l'urbanisation galopante, les inégalités sociales ou encore la pandémie de Covid-19.

« Ce rapport reconnaît l'interdépendance du climat, de la biodiversité et des personnes. Il intègre les sciences naturelles, sociales et économiques plus fortement que les évaluations précédentes du Giec », a indiqué Hoesung Lee.

La publication signale ainsi que si la préservation des écosystèmes permet de réduire les risques liés aux bouleversements du climat, elle améliore également la vie des individus en proie à la crise climatique.

« Des écosystèmes sains sont plus résistants au changement climatique et fournissent des services vitaux tels que la nourriture et l'eau potable, a noté

Hans-Otto Pörtner, coprésident du groupe de travail pour ce deuxième volet du Giec. *En restaurant les écosystèmes dégradés et en conservant efficacement et équitablement 30 à 50% des habitats terrestres, océaniques et d'eaux douces, la société peut bénéficier de la capacité de la nature à absorber et à stocker le carbone. »*

Les mangroves permettent par exemple à l'échelle internationale de stocker 6 milliards de tonnes de carbone. Et d'après les scientifiques, la restauration de ces écosystèmes de marais maritime protège contre les pluies diluviennes et est deux à cinq fois moins chère que les installations érigées face à la montée des eaux, telles les digues ou les dunes artificielles.

Si les émissions gaz à effet de serre persistent sur leur trajectoire actuelle, 215 millions de citoyens pauvres seront exposés à des températures estivales moyennes supérieures à 35°C.

Le Giec s'est particulièrement penché sur les villes, où vit plus de la moitié de la population mondiale. La santé et les conditions matérielles d'existence des urbains, ainsi que les infrastructures d'énergie et de transport sont de plus en plus affectées par les risques liés aux canicules, aux tempêtes, aux inondations, ainsi que par l'élévation du niveau de la mer.

Si les émissions gaz à effet de serre persistent sur leur trajectoire actuelle, 215 millions de citoyens pauvres dans le monde seront exposés à des températures estivales moyennes supérieures à 35°C, soit une multiplication par huit par rapport à aujourd'hui, augmentant dangereusement les risques de mortalité due aux canicules.

« Ensemble, l'urbanisation croissante et le changement climatique créent des risques complexes, en particulier pour les villes qui connaissent déjà une croissance urbaine mal planifiée, des niveaux élevés de pauvreté et de chômage, et un manque de services de base, a expliqué Debra Roberts, aussi coprésidente de ce groupe de travail du Giec. *Mais les villes offrent également des possibilités d'action en faveur du climat : des bâtiments écologiques, des approvisionnements fiables en eau potable et en énergie renouvelable, et des systèmes de transport*

durables qui relient les zones urbaines et rurales peuvent tous conduire à une société plus inclusive et plus juste. »

Réduire plus pour s'adapter mieux

Fait inédit depuis son premier rapport d'évaluation en date de 1990, le Giec décrit dans cette nouvelle publication l'urgence d'agir et de s'adapter au changement climatique comme étant « *sans équivoque* ».

Alexandre Magnan, auteur de ce deuxième volet et chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), a précisé : « *L'adaptation, c'est très large : cela peut rassembler aussi bien des systèmes d'alerte aux tempêtes, la restauration des écosystèmes, la protection des infrastructures énergétiques ou encore les politiques publiques climato-compatibles.* » Et d'ajouter : « *Mais le futur, c'est maintenant.* »

L'adaptation demeure encore largement sous-financée à l'échelle mondiale.

En effet, les engagements actuels des différents pays du monde en matière de réduction des émissions nous placent sur une trajectoire de réchauffement de 2,3 à 2,7°C. Ces prévisions d'élévation de température créeront des risques climatiques auxquels les sociétés humaines ne pourront pas s'adapter, avise le Giec.

L'institution onusienne met en garde : « *Les actions à court terme qui limitent le réchauffement de la planète à près de 1,5°C réduiraient considérablement les pertes et les dommages prévus liés au changement climatique [...] mais ne peuvent pas les éliminer tous.* »

Comme le **révèle** Laurent Bopp, climatologue français et coauteur de ce rapport, il existe « *des limites à l'adaptation* » : « *Dans certaines zones, si les températures dépassent des niveaux très élevés, la vie humaine n'est plus possible. Si dans certaines zones côtières, le niveau des mers monte de plus d'un mètre, la protection avec des digues n'est plus possible non plus.* »

Ce volet du sixième rapport du Giec rappelle donc que l'adaptation n'est pas une alternative à la réduction des émissions et qu'elle demeure encore largement sous-financée à l'échelle mondiale.

Des inégalités sociales accrues face à la crise climatique

Enfin, la nouvelle étude du Giec souligne plus clairement le rôle de la justice sociale dans l'adaptation aux changements climatiques. En somme, que les personnes les moins aptes à faire face au chaos climatique sont les plus durement touchées.

L'écart entre la production économique des pays les plus riches et les plus pauvres du globe est aujourd'hui **25 % plus grand** qu'il ne l'aurait été sans le réchauffement planétaire.

Au cours de la dernière décennie, la mortalité due aux inondations, à la sécheresse et aux tempêtes a été jusqu'à **15 fois** plus élevée dans les pays en première ligne du chaos climatique – notamment une majeure partie de l'Afrique et de l'Amérique centrale –, par rapport aux nations européennes moins vulnérables.

« *Les inégalités sont au cœur de la crise climatique actuelle. Dans les quelques 100 jours qui ont suivi la COP26, les 1% les plus riches ont émis autant de carbone que la population de l'Afrique en une année entière,* explique Armelle Le Comte, responsable du plaidoyer climat à Oxfam France. *Des milliards de personnes ont besoin de systèmes d'alerte rapide, d'un accès aux énergies renouvelables et d'une amélioration des récoltes dès maintenant, et non dans un futur lointain, une fois que nous aurons pu contrôler les émissions de carbone.* »

Toutefois, seul un **quart** des financements climat octroyés aux pays vulnérables sert actuellement à mettre en place des mesures d'adaptation. D'après le programme des Nations unies pour l'environnement, les coûts annuels de l'adaptation dans les pays en développement **sont** estimés à 70 milliards de dollars. Ce chiffre devrait atteindre 140 à 300 milliards de dollars en 2030.

À la COP26 de Glasgow, les pays riches ont échoué à tenir leur promesse de mobiliser, à partir de 2020, 100 milliards de dollars par an d'aide climatique à destination des pays du Sud. Ils ont assuré qu'ils y arriveront à partir de 2023, alors que cet engagement a été acté il y a 13 ans à la COP15 de Copenhague.

À l'heure actuelle, les pays africains doivent consacrer jusqu'à 5,6% de leur PIB à l'adaptation au changement climatique pour une crise qu'ils n'ont pas provoquée.

« Il est tout simplement inacceptable que les coûts de l'adaptation soient supportés par les personnes qui souffrent le plus et qui contribuent le moins au changement climatique », a estimé Mohamed Adow, directeur du *think tank* africain Power Shift Africa. *Le sommet climatique COP27 de cette année se tiendra sur le sol africain, en Égypte. Il doit être la "COP de l'adaptation" et s'attaquer au déséquilibre historique qui a vu l'adaptation négligée pendant trop longtemps.*

En France, une véritable stratégie d'adaptation reste à définir.

Côté français, dans le cadre de la sortie de cette publication du Giec, quatre chercheur-es spécialistes des questions d'adaptation se sont pour leur part **alarmés** que face aux dérèglements climatiques, « *aujourd'hui, la France [ne soit] pas prête à faire face ni aux stress chroniques – par exemple la baisse de la disponibilité en eau –, ni aux événements extrêmes. Une véritable stratégie d'adaptation reste à définir et à mettre en œuvre d'après le Haut Conseil pour le climat* ».

Le troisième et dernier volet de ce sixième rapport du Giec sera publié le 4 avril prochain. Il portera sur les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.